

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 6 SEPTEMBRE 2016 CONTENANT UN REGLEMENT POUR LES TRAVAILLEURS MOBILES DES ENTREPRISES DE TENTES

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux entreprises et aux travailleurs ressortissant à la compétence de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection. Par travailleur, l'on sous-entend les ouvriers et ouvrières.

La présente convention collective de travail s'applique plus particulièrement aux entreprises qui fabriquent, traitent, réparent, entretiennent, louent, transportent et placent ou font le commerce de tentes et aux travailleurs qu'elles occupent.

Par le transport de tentes mentionné ci-dessus, l'on sous-entend le transport pour compte propre.

La présente convention collective de travail s'applique plus particulièrement aux travailleurs qui ont pour activité principale, la construction, l'assemblage, le montage, le démantèlement, le démontage et l'enlèvement des tentes et autres constructions temporaires et préfabriquées comparables et qui pour cette raison effectuent principalement leurs activités à un autre endroit que le siège de l'employeur qui les occupe.

Tombent sous l'application de la présente convention collective de travail : les travailleurs qui sont conduits du siège de l'entreprise ou du lieu de ramassage au chantier, les travailleurs qui sont conduits de chantier en chantier et les travailleurs qui sont conduits du chantier au siège de l'entreprise ou au lieu de ramassage. Dans aucun des cas précités, le chantier n'est le lieu d'embauche du travailleur.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 26 octobre 2016 pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail peut, moyennant un délai de préavis de trois mois, être dénoncée par une des parties par lettre recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

CHAPITRE III - JUSTIFICATION

Article 3

La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 7 de la convention collective de travail du 16 décembre 1993, concernant les règlements spéciaux pour les entreprises actives dans le domaine des tentes, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection et enregistrée sous le numéro 34855/CO/109.

Conformément à l'article 19 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, le Roi peut, à la demande de la Commission paritaire compétente, déterminer le temps pendant lequel le personnel est à la disposition de l'employeur, en ce qui concerne entre autres les travailleurs occupés à des travaux essentiellement intermittents.

CHAPITRE IV - DEFINITIONS

Article 4

Par la notion de "chantier", l'on sous-entend le lieu où les travailleurs visés par la présente convention collective de travail exercent leurs activités, lieu qui est situé en dehors d'un siège fixe de l'employeur.

Par la notion de «temps de déplacement », l'on sous-entend le temps de déplacement entre le siège de l'entreprise ou le lieu de ramassage ou entre le chantier et le siège de l'entreprise ou le lieu de ramassage.

Par la notion de «travaux intermittents», l'on sous-entend l'exercice interrompu de l'activité principale des travailleurs visés par la présente convention collective de travail, comme défini à l'article 1. La construction, l'assemblage, le montage, le démantèlement, le démontage et l'enlèvement des tentes est, dès le départ, entre les chantiers et à la fin, interrompu par des temps de déplacement exigés pour atteindre les chantiers où le travail convenu peut être effectué.

CHAPITRE V – GARANTIES POUR LES TRAVAILLEURS

Article 5

Les dispositions de la présente convention collective de travail ne peuvent en aucun cas avoir pour conséquence de diminuer le revenu net d'un travailleur visé par la présente convention collective de travail. Les employeurs ne peuvent dès lors invoquer la présente convention collective de travail pour justifier une diminution du revenu net de leurs travailleurs.

CHAPITRE VI - MOBILITE

Article 6

Pour les travailleurs visés par la présente convention collective de travail, le chantier, tel que visé à l'article 4, est à considérer comme le lieu habituel de travail.

Les déplacements que les travailleurs visés par la présente convention collective de travail doivent effectuer entre leur domicile et le chantier doivent avoir lieu soit avec leurs moyens de transport personnels, soit avec un véhicule mis à disposition par l'employeur pour ces déplacements.

Pour les déplacements entre le domicile du travailleur et le siège fixe de l'employeur ou un lieu de ramassage (trajet domicile-travail), l'employeur interviendra au minimum, selon les règles prévues dans la convention collective de travail sectorielle concernant l'intervention des employeurs dans les frais de transport.

Pour les déplacements entre le siège fixe de l'employeur ou un lieu de ramassage d'une part et le chantier d'autre part, l'employeur octroiera au travailleur une indemnité de mobilité, visée à l'article 7.

Si la durée du voyage excède la durée normale du trajet vers le chantier, en raison de retards inhabituels et imprévus indépendants de la volonté des travailleurs, comme par exemple des accidents graves et des pannes du véhicule utilisé, l'employeur doit alors prévoir une compensation qui doit être plus étendue que la seule indemnité de mobilité, visée à l'article 7. Un avantage compensatoire peut être prévu en concertation avec les représentants des travailleurs au sein de l'entreprise, ou à défaut des organisations représentatives des travailleurs.

Les déplacements entre les chantiers sont considérés comme temps de travail, selon le salaire convenu.

Article 7

Le temps qui est nécessaire pour les déplacements par route entre le siège fixe de l'employeur ou un lieu de ramassage d'une part et le chantier d'autre part, tel que stipulé à l'article 6 est indemnisé au moyen d'une indemnité de mobilité.

L'indemnité de mobilité est directement proportionnelle à la distance parcourue en kilomètres, conformément à l'article 6, 4^e alinéa.

L'indemnité de mobilité s'élève à 0,1316 euros par kilomètre, calculée sur base de la distance aller-retour.

Article 8

Sans préjudice de l'article 5 ci-avant, le temps de déplacement comme décrit à l'article 4 ne doit pas être considéré comme temps de travail.

Pendant le temps de déplacement, les travailleurs n'exercent en effet pas d'activité principale, comme décrite à l'article 1 de la convention collective de travail, pour laquelle ils ont été engagés.

Le travailleur n'est pas à la disposition de l'employeur pendant le temps de déplacement, étant donné qu'il peut choisir librement comment il se rend au chantier pour exercer ses fonctions, notamment par ses propres moyens, soit avec un véhicule mis à disposition par l'employeur pour ses déplacements

Par conséquent, la durée journalière de travail débute à l'arrivée au premier chantier et se termine le même jour, lors du départ du dernier chantier.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GENERALES

Article 9

L'application de la présente convention collective de travail ne peut, pour les entreprises où existent déjà des formes d'indemnités pour les déplacements visée dans la présente convention collective de travail, ni augmenter les coûts pour l'employeur, ni diminuer les rentrées pour le travailleur.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 6 SEPTEMBER 2016 HOUDENDE EEN REGELING VOOR DE MOBIELE WERKNEMERS VAN DE TENTENBEDRIJVEN

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen en op de werknemers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf. Onder werknemer wordt verstaan: arbeider en arbeidster.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is in het bijzonder van toepassing op de ondernemingen die tenten vervaardigen, behandelen, herstellen, onderhouden, verhuren, vervoeren en plaatsen of er handel in drijven en op de werknemers die zij tewerkstellen.

Met het bovengenoemde vervoer van tenten wordt het vervoer voor eigen rekening wordt bedoeld.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is meer in het bijzonder van toepassing op de werknemers die als hoofdactiviteit hebben het opbouwen, opstellen, monteren, afbouwen, demonteren en verwijderen van tenten en andere hiermee vergelijkbare tijdelijke en geprefabriceerde constructies en die uit hoofde daarvan in hoofdzaak hun activiteiten verrichten op een andere plaats dan op een zetel van de werkgever die hen tewerk stelt.

Vallen onder de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst : de werknemers die van de zetel van de onderneming of van de ophaalplaats naar een werf gevoerd worden, de werknemers die vervoerd worden tussen werven en werknemers die vervoerd worden tussen een werf en de zetel van de onderneming of de ophaalplaats. In geen van voorgaande gevallen is de werf de plaats van aanwerving van de werknemer.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 26 oktober 2016 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan, met een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven, aan de Voorzitter van het paritair comité voor de kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties, door één van de partijen worden opgezegd.

HOOFDSTUK III - VERANTWOORDING

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 1993 betreffende bijzondere regelingen voor de tentenbedrijven, gesloten in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf en geregistreerd onder het nummer 34855/CO/109.

Overeenkomstig artikel 19 van de arbeidswet van 16 maart 1971, kan de Koning op verzoek van het bevoegde Paritair Comité, de tijd bepalen gedurende welke het personeel ter beschikking van de werkgever is, ten aanzien van onder andere de werknemers tewerkgesteld aan werken die hoofdzakelijk bij tussenpozen worden verricht.

HOOFDSTUK IV - DEFINITIES

Artikel 4

Onder het begrip "werf" wordt verstaan de plaats waar de in deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde werknemers hun activiteiten uitoefenen en die gelegen is buiten een vaste zetel van de werkgever.

Onder het begrip "verplaatsingstijd" moet worden verstaan de tijd van verplaatsing tussen de zetel van de onderneming of het ophaalpunt of tussen de werf en de zetel van de onderneming of het ophaalpunt.

Onder het begrip "werk met tussenpozes" wordt verstaan de onderbroken uitoefening van de hoofdactiviteit van de werknemers gevisieerd door deze arbeidsovereenkomst, zoals bepaald in artikel 1. Het opbouwen, opstellen, monteren, afbouwen, demonteren en verwijderen van tenten wordt bij aanvang, tussen werven en op het einde onderbroken door de reistijden die vereist zijn om de werven te bereiken waarop het afgesproken werk verricht kan worden.

HOOFDSTUK V – GARANTIES VOOR DE WERKNEMERS

Artikel 5

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen in geen geval tot gevolg hebben dat het netto inkomen van een bij deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde individuele werknemer zou verminderen.

De werkgevers kunnen zich derhalve niet beroepen op deze collectieve arbeidsovereenkomst om een vermindering van het netto inkomen van hun werknemers te rechtvaardigen.

HOOFDSTUK VI – MOBILITEIT

Artikel 6

Voor de werknemers bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst is de werf, zoals bedoeld in artikel 4, te beschouwen als de gewone arbeidsplaats.

De verplaatsingen die de in deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde werknemers moeten doen tussen hun woonplaats en de werf dienen te gebeuren, hetzij op eigen kracht, hetzij met een voertuig dat de werkgever voor deze verplaatsingen ter beschikking stelt.

Voor de verplaatsingen tussen de woonplaats van de werknemer en de vaste zetel van de werkgever of

een ophaalplaats (woon-werkverkeer) zal de werkgever minimaal tussenkomen volgens de regels voorzien in de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst betreffende tussenkomst in de verplaatsingskosten van de werknemer.

Voor verplaatsingen tussen de vaste zetel van de werkgever of een ophaalplaats enerzijds en de werf anderzijds zal de werkgever de mobiliteitsvergoeding, bedoeld in artikel 7, aan de werknemer toekennen.

Indien de reisduur de normale reisduur voor het traject naar de werf overtreft door ongewoon en onvoorzien oponthoud buiten de wil van de werknemers zoals bijvoorbeeld ernstige ongevallen en defecten aan het gebruikte voertuig, dan dient de werkgever een compensatie te voorzien die ruimer dient te zijn dan enkel de mobiliteitsvergoeding, bedoeld in artikel 7. Hiertoe kan in overleg met de werknemersafgevaardigden in de onderneming of bij ontstentenis daarvan met de representatieve werknemersorganisaties een compensatoir voordeel voorzien worden voor de werknemers.

Verplaatsingen tussen werven worden beschouwd als arbeidstijd en vergoed volgens het afgesproken loon.

Artikel 7

De tijd die nodig is voor de verplaatsingen over de weg tussen de vaste zetel van de werkgever of een ophaalplaats enerzijds en de werf anderzijds zoals bedoeld in artikel 6 wordt vergoed door een mobiliteitsvergoeding.

De mobiliteitsvergoeding is rechtstreeks evenredig met de overeenkomstig artikel 6 vierde lid afgelegde afstand in kilometers.

De mobiliteitsvergoeding bedraagt 0,1316 euro per kilometer, te berekenen op de afstand heen en terug.

Artikel 8

Onverminderd artikel 5 moet de verplaatsingstijd zoals bedoeld in artikel 4 niet worden beschouwd als arbeidstijd.

Tijdens de verplaatsingstijd oefenen werknemers immers niet de hoofdactiviteit uit, zoals omschreven in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst, waarvoor zij zijn aangeworven.

De werknemer staat tijdens de verplaatsingstijd niet ter beschikking van de werkgever daar hij vrij kan kiezen hoe hij zich tot de werf begeeft om zijn taken uit te voeren, namelijk op eigen kracht, hetzij met een voertuig dat de werkgever voor deze verplaatsingen ter beschikking stelt.

Bijgevolg vangt de dagelijkse arbeidstijd aan bij aankomst op de eerste werf en eindigt de arbeidstijd bij het vertrek van de laatste werf op dezelfde dag.

HOOFDSTUK VII – ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 9

De toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan voor de ondernemingen waar al vormen van vergoedingen bestaan voor de verplaatsingen bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst noch kostenverhogend zijn voor de werkgever, noch inkomensverlagend zijn voor de werknemer.